



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

7 AVRIL 1964 N° 11

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

Les Boucs-émissaires

La démagogie est toujours payante, et les hommes de gouvernement dont le métier est de duper les masses, qu'ils soient Français, Belges ou autres, le savent bien.

En France, c'est fréquemment — à chaque fois que les travailleurs posent d'une façon pressante le problème des salaires — qu'on voit les autorités tenter de détourner le mécontentement populaire contre les commerçants, petits ou gros. En pratique surtout contre les petits ! S'il est vrai que les commerçants gagnent en général mieux, et même bien mieux, leur vie que les ouvriers, il n'en demeure pas moins vrai que c'est là, pour les magnats de l'industrie (et eux, comment vivent-ils !) un moyen bien commode de ne pas avoir à verser à leurs ouvriers des salaires qui permettraient d'acheter le beefsteak quel que soit son prix.

Et ce qui se passe en Belgique avec la grève des médecins est de la même eau. Le gouvernement belge a trouvé fort commode, pour démontrer aux travailleurs que leur sort s'améliorera sans qu'ils revendiquent d'augmentations de salaires, d'accoucher d'une « loi sociale » qui, comme d'autres, sous prétexte de permettre un remboursement plus complet des soins médicaux commence par bloquer le tarif des honoraires médicaux.

Les médecins, bien entendu, ne sont guère heureux de voir ainsi, à l'avenir, leurs ressources dépendre du bon vouloir de l'Etat qui relèvera, ou pas, le tarif des consultations. Les médecins sont ainsi condamnés à subir le même sort que les salariés dont les ressources augmentent beaucoup moins vite que les prix, ce qui, nous en savons tous quelque chose, n'est pas une situation enviable. C'est pourquoi les médecins belges protestent aujourd'hui, comme ils peuvent.

Il n'est pas question ici de plaindre les médecins. Mais le problème n'est pas là. Qu'ils vivent mieux que nous est finalement sans grande importance, car il y en a tellement d'autres qui vivent mieux que nous. Le problème est que le gouvernement belge a réussi ainsi à détourner contre les médecins la colère des travailleurs. Pendant que les ouvriers sont occupés à cela, ils ne revendiquent pas et c'est autant de gagné. Ce n'est pas parce que quelques 5.000 médecins belges verront leurs revenus amputés que l'ensemble des travailleurs belges s'en trouvera beaucoup mieux au bout de l'année.

D'ailleurs, la démagogie gouvernementale aurait certainement été moins efficace si les syndicats ouvriers (à majorité socialiste en Belgique) ne l'avaient pas appuyée de tout leur poids. Des manifestations sont dirigées contre les médecins mais pas contre le régime, ni contre le patronat. Evidemment les médecins, eux, pour se défendre, ne s'en prennent pas non plus au régime ou au patronat. Mais là n'est pas non plus la question. Le régime et le patronat ne craignent pas les médecins, mais ils craignent les travailleurs. Et le résultat de l'opération c'est que la colère des travailleurs s'est écartée du régime et du patronat. Ce sont de telles méthodes qui permettent aux exploités, sous tous les cieux, de durer.

D'ailleurs, le reproche que l'on fait à la grève des médecins est un reproche qui a plus sa place, d'ordinaire, dans la bouche de nos ennemis que dans celles de militants syndicalistes. Si aujourd'hui on reproche aux médecins de se mettre en grève sous prétexte qu'ils sont indispensables, cela permettra demain de faire le même reproche aux électriciens, aux gaziers, aux infirmiers et infirmières, aux enseignants, etc... Et si les syndicats ouvriers oublient cela, gageons que ni le patronat, ni le gouvernement belge, eux, ne l'oublieront.

Nous ne devons pas nous laisser abuser par la cape que l'on agit devant nous. Nous ne parviendrons pas à améliorer notre niveau de vie ou nos conditions d'existence en nous en prenant à d'autres catégories sociales, peut-être plus favorisées que nous, tels les commerçants, les médecins et, pourquoi pas, on nous le dit souvent, les paysans, mais qui ne sont ni la cause de nos maux, ni responsables de l'incurie du régime et de la société.

Pour nous, la société devra être socialiste ou communiste, c'est-à-dire entièrement planifiée, tout le monde travaillera au même titre. Mais quand les bourgeois, les industriels, les banquiers et leurs gouvernements prennent des mesures prétendument « sociales », ce n'est qu'un leurre, ils prennent aux uns pour donner aux autres, et c'est pour éviter d'avoir, eux, à sacrifier un centime.

Encore une fois, nous ne défendons pas « la médecine libérale » en tant que telle, mais nous devons, nous travailleurs, être dignes, comprendre où sont nos véritables intérêts et ne pas être ceux que l'on abuse et que l'on envoie manifester contre de simples « boucs-émissaires ».

V. O.

KROUCHTCHEV A BUDAPEST

CHACUN A LES VRAIS AMIS QU'IL MÉRITE

M. Krouchtchev aime beaucoup les voyages. Il aime bien se mêler à la foule. Serrer les mains. Faire fi du protocole.

M. Krouchtchev sait parler « populaire ». Il sait se montrer jovial, raconter des anecdotes, improviser. Car M. Krouchtchev est un libéral.

M. Krouchtchev visite la Hongrie. Il se déclare heureux de se trouver parmi de « vrais amis ». Il va à l'Opéra. Il dépose une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. Car c'est la coutume.

Il ira même visiter une usine modèle. Discuter avec les ouvriers. Parler de travail, de

productivité, avec un sourire entendu. N'est-il pas lui-même un « fils du peuple » ?

Sa visite donne un éclat particulier au 19^e anniversaire de la « libération » de la Hongrie. Et la Hongrie fête dignement cet anniversaire, cette visite. Avec des drapeaux, avec des fleurs, avec des défilés, avec des vivats. La Hongrie pavoise. La Hongrie des « vrais amis » de Krouchtchev. La Hongrie des Kadar et compagnie. La Hongrie de la bureaucratie.

Mais par-delà les sourires officiels, par-delà les congratulations de bureaucrates, l'autre Hongrie se souvient. Car on peut rebâtir les édifices dé-

truits, on peut faire disparaître les ruines, on peut supprimer les traces matérielles, mais on ne peut effacer la Révolution de l'esprit de ceux qui l'ont faite.

La visite de Krouchtchev évoquera surtout les chars russes qui ont écrasé une révolution prolétarienne. Elle évoquera les massacres, les assassinats, l'emprisonnement des milliers d'ouvriers, les milliers du prolétariat hongrois. Mais elle évoquera aussi tout ce qui a précédé la contre-révolution de la bureaucratie. Elle évoquera ces quelques jours de liberté, ces quelques jours d'espoir, où les travailleurs se sentaient maîtres de leur destinée. Où, en brisant la carcasse d'un régime hai, ils ont su retrouver le chemin de 1917, le chemin de la révolution socialiste. L'appel des ouvriers de Dunapentele aux soldats russes, lancé quelques heures avant leur écrasement, en témoignage. « Soldats. Votre Etat a été créé au prix d'un combat sanglant pour que vous, vous ayez votre liberté. Pourquoi voulez-vous éradiquer notre liberté à nous ? Vous pouvez voir de vos yeux que ce ne sont pas les patrons d'usine, ni les gros propriétaires, ni les bourgeois qui ont pris les armes contre vous, mais que c'est le peuple hongrois qui combat désespérément pour les mêmes droits pour lesquels vous avez, vous, lutté en 1917. »

Certes les milices ouvrières furent écrasées, les conseils ouvriers dissous et leurs dirigeants arrêtés, ou assassinés. Certes, l'appareil de propagande stalinien put, en tout impunité, déverser des flots de mensonges sur ce qu'ils ont osé appeler la « racaille fasciste » ou les « canailles réactionnaires » de 1956. Certes, Krouchtchev peut se pavaner en toute quiétude à Budapest, et ses acolytes locaux peuvent, avec une impudence révoltante, remplir les journaux hongrois de louanges envers « le combattant éminent de la lutte pour une vie meilleure et plus heureuse », envers « l'homme jovial, au cœur tendre qui comprend les désirs secrets et les rêves du simple travailleur » (Magyar Nemzet n° 75).

Mais la Révolution hongroise a montré, au lendemain même de la venue de Krouchtchev au pouvoir, qu'à part ses talents d'acteur, peu de choses distinguaient le nouveau dictateur de l'ancien. L'héritier de Staline est aussi répugnant que son prédécesseur.

Les louanges officielles, la claque, les fleurs seront flatteuses pour Krouchtchev et la bureaucratie, et peut-être même rassurantes. Mais les ouvriers se souviennent encore de cette phrase du dernier tract d'un comité révolutionnaire de Budapest : « S'il faut recommencer, nous recommencerons ».

Georges KALDI

BRÉSIL :

La fuite de Goulart

APRES quelques jours d'une situation très confuse durant lesquels les différentes forces armées sur qui il pensait pouvoir s'appuyer ont toutes, les unes après les autres, abandonné le gouvernement légal, le Président de la République brésilienne, Joao Goulart, a dû s'enfuir à l'étranger.

Ainsi prend fin le cours de gauche que Goulart, depuis bien peu de temps d'ailleurs, tentait de donner à la politique brésilienne. Car si les vainqueurs de cette épreuve de force semblent avoir quelque mal à se mettre d'accord sur le nom de son successeur, celui-ci ne peut être en tout cas qu'un représentant de la droite ou de l'extrême-droite puisqu'il aura été porté au pouvoir par la coalition de l'Eglise, de l'armée, d'une grande partie de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et de l'impérialisme américain.

LE Brésil vient-il donc d'échapper à « communisme », comme le prétendent les représentants de la coalition « démocratique » qui a renversé Goulart ? A examiner les intentions avouées de ce dernier, on peut en douter. Son programme politique était en effet, fait, pour l'essentiel, de trois choses :

— La « réforme agraire ». Bien limitée d'ailleurs, puisque n'était envisagée jusqu'ici, que l'expropriation des terres en friches.

— Extension du droit de vote à tous les Brésiliens.

Les analphabètes — surtout nombreux, bien sûr, parmi les paysans et les travailleurs pauvres des villes — étaient privés de ce droit.

— Permettre au Parti Communiste de réapparaître légalement au grand jour en étendant la liberté d'association pour les groupements politiques.

Le tout était accompagné de menaces, très vagues, contre l'impérialisme et « les groupements économiques internationaux » qui saignent le Brésil et empêchent la réforme de ses structures.

Il n'y avait donc, on le voit, pas même l'ombre d'une réforme socialiste dans ce programme réalisé depuis bien longtemps déjà dans tous les pays capitalistes avancés et même dans un certains nombres de pays dits « arriérés ».

D'ailleurs Goulart était au pouvoir depuis septembre 61, et s'était conduit depuis cette date en homme parfaitement respectueux de l'ordre établi. Comment croire qu'il eût pu d'un seul coup trouver son chemin de Damas du socialisme ?

En fait Goulart représentait un gouvernement de style bonapartiste venu au pouvoir à

(Lire la suite en page 7)

AVIS A NOS LECTEURS DE LA REGION LYONNAISE

« VOIX OUVRIERE » organise une réunion publique suivie d'un débat

sur le thème

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS EST-IL LE PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE ?

Le vendredi 17 avril, à 20 heures
à la Brasserie de l'Etoile - 1, cours Gambetta - LYON

LES VOIES DU SOCIALISME

SONT-ELLES IMPÉNÉTRABLES ?

Il ne se passe guère de semaine sans que dans les pays du tiers monde, un quelconque homme d'état ne découvre qu'un soldat, même s'il ne l'a jamais vu, lui et son gouvernement sont « socialistes ».

Si l'un de ceux qui contribuent, au siècle dernier, à élaborer et à répandre les idées socialistes, avait l'occasion de redire un séjour en ce monde, sa surprise serait sans doute immense en voyant la diversité des gens qui se réclament aujourd'hui de ces idées. De la Chine à l'Algérie, de « sa Majesté » Norodom Sihanouk à Gamal Abdel Nasser, qui ne l'est pas, en effet !

Le succès de ce mot est sans doute une preuve de la grandeur et la force de ce qu'il représente à l'étranger, mais c'est encore bien plus une grande source de confusion.

Et ce qui est dramatique c'est n'est pas tant que les politiciens

démagogues se réclament d'idées auxquelles ils sont complètement étrangers, ce n'est pas non plus que la dégenérescence des partis ouvriers leur permette de le faire sans danger, c'est de voir dans l'extrême-gauche même, des gens dont on ne saurait mettre en doute ni la bonne foi, ni le dévouement aux idées révolutionnaires, passer leur temps à polémiquer sur qui mérite effectivement ou pas cette étiquette.

Mais le fait, que les discussions à propos de tel ou tel état ne concernent qu'un petit groupe d'intellectuels et que la classe ouvrière y soit totalement étrangère, pourrait suffire à lui seul en première approximation, à donner une solution au problème. Car s'il existait réellement, quelque part dans le monde, un état ouvrier, un état œuvrant pour le socialisme, il toucherait certainement les masses.

L'U.R.S.S. décimée par la guerre civile, l'U.R.S.S. miséra-

ble des premières années de la révolution, l'U.R.S.S. aux gosses crevant de faim, fit monter un immense espoir dans le cœur des exploités du monde entier. Mais les hommes qui avaient dirigé la révolution d'octobre ne se préoccupaient pas seulement de résoudre les problèmes de leur propre pays. Qu'à la tête du prolétariat russe ils aient pris le pouvoir dans les frontières de l'empire tsariste ne leur fit pas oublier qu'en tant que socialistes ils étaient les représentants des intérêts du prolétariat mondial, et ce sont les prolétaires du monde entier qu'ils appellèrent à se libérer de leurs chaînes.

Si la Révolution russe eut des répercussions dans tous les pays du monde ce n'est pas parce que le prolétariat des années 20 était plus révolutionnaire que celui de 1904, c'est parce que cette révolution s'adressait directement à lui. Si les bolchevicks trouvèrent un écho d'abord parce

qu'ils le cherchèrent, parce que leurs principales préoccupations étaient de contribuer à l'organisation des travailleurs du monde entier pour la conquête du pouvoir, et que dans ce but ils ne se contentèrent pas de discours, mais que tous leurs gestes, en politique intérieure comme en politique étrangère, tenaient compte du but qu'ils voulaient atteindre.

Chez aucun des dirigeants des pays qui se réclament aujourd'hui du socialisme, même ceux qui apparaissent comme les plus radicaux, ceux de la Chine et de Cuba par exemple, un tel souci n'existe. Lorsqu'ils s'adressent épisodiquement aux masses des pays étrangers ce n'est tout au plus que pour aider leur propre politique étrangère et ce n'est pas leur politique étrangère qui aide ces masses à s'émanciper.

Ce n'est pas le but socialiste qui détermine leur politique, c'est

leur politique nationaliste qui détermine le ton et les formes de leur propagande « socialiste ».

La confusion provient du fait que pour une partie importante de la gauche, toute une série de réformes, qui ne sortent généralement pas du cadre classique démocratique bourgeois, sont prises pour des critères de socialisme. La réforme agraire, l'existence de comités de gestion plus ou moins réels d'usines suffisent à leur faire prononcer le mot magique. Que n'auraient-ils pas dit s'ils avaient vécu à l'époque des révolutions française, chinoise ou mexicaine des années 10. Mais aussi quelle pauvre idée ont-ils du socialisme.

En réalité de tels critères n'existent pas, pas plus ceux-là que d'autres, parce que le socialisme ne consiste pas à faire telle ou telle réforme, il vise à une transformation totale de la société humaine dans son ensemble, de manière à mettre toute l'activité humaine au service de l'humanité tout entière.

Il est évident qu'une telle transformation ne peut pas être immédiate, et la seule chose qui permette de juger des hommes politiques c'est de savoir s'ils œuvrent effectivement dans cette voie ou pas.

Car si la société féodale ou la société bourgeoise s'étaient formées et développées d'eux-mêmes, spontanément, sans que la conscience de ces transformations soit indispensable aux hommes qui les vivaient, la construction de la société socialiste, au contraire, exige, elle, une claire conscience du but à atteindre.

Car le socialisme, ce n'est pas seulement de nouveaux rapports entre les hommes, issus de nouveaux rapports de production, ce sera avant tout le règne de la conscience. Pour la première fois dans leur histoire, grâce au formidable développement des forces productives, les hommes pourront consciemment déterminer les formes de la société dans laquelle ils vivent. Il est clair que la construction d'une telle société nécessite la participation consciente et active de la grande masse des exploités. Mais, d'autre part, une telle conscience peut difficilement apparaître dans le cadre de la société capitaliste.

L'ensemble du prolétariat et à plus forte raison les masses misérables des pays sous-développés, à cause de l'exploitation et de l'oppression auxquelles ils sont soumis, ne sauraient y accéder spontanément. C'est pourquoi il est nécessaire que les prolétaires qui ont cette conscience et des intellectuels révolutionnaires, s'organisent en parti, avant-garde de la classe ouvrière, « conscience et mémoire » du prolétariat. Et le rôle du parti révolutionnaire au pouvoir, ce n'est pas tant de construire de nouvelles formes économiques, car la construction de la société socialiste est par définition impossible dans le cadre de frontières nationales, elle n'a de sens qu'à l'échelle du globe, le rôle du parti révolutionnaire c'est de mettre tout en œuvre pour élever la conscience des masses du monde entier, de les préparer à s'emparer du pouvoir dans leur pays, à prendre en main leur propre sort.

Cette nécessité d'une haute conscience du but à atteindre est, bien sûr, complètement antagoniste d'un « socialisme islamique » à la Ben Bella, ou du stalinisme avoué des dirigeants chinois. Elle empêche les révolutionnaires de trouver « des consolations » dans les formes barbares et monstrueuses que prennent les Etats bourgeois des pays du tiers monde qui ne peuvent subsister qu'à cause du retard de la révolution mondiale de prendre leurs désirs pour des réalités, en qualifiant de « socialistes » les formes de décomposition de la société bourgeoise.

LES PIEDS SUR TERRE

Nous sommes en République, n'est-ce pas, et chacun a le droit d'avoir une opinion. Oui, mais voilà ! Ayez l'opinion que vous voudrez, mais surtout gardez-la pour vous. Dès que vous commencez à l'exprimer vous devenez l'empêcheur de tourner en rond, le perturbateur dont il faut se méfier.

C'est ainsi que l'on reproche souvent à « Voix Ouvrière » de « trop » critiquer, ou de tout critiquer.

Les plus grands détracteurs de la « Voix Ouvrière » ne connaissent en guise d'arguments que les mensonges, la calomnie et, chaque fois qu'ils en ont la force, la violence. Mais ceux-là sont ses ennemis déclarés. Nous verons plus loin ce qui détermine cette attitude.

Mais à part eux, quels sont ceux dans le mouvement ouvrier qui s'élevaient parfois contre « V. O. » ?

La grosse majorité de ceux qui nous lisent dans les entreprises le font avec sympathie et même avec intérêt. On aime connaître l'opinion de « V. O. ». Nos publications d'usines, contrairement à beaucoup d'autres qui, la plupart du temps sont jetées sans être lues, circulent largement dans les ateliers et les bureaux. Qui critique la « V. O. » ? Ce sont principalement ceux qui lui reprochent de critiquer les autres. Leur argument essentiel c'est que les critiques de la « Voix Ouvrière » aideraient le patron en semant la division, en écartant les ouvriers des organisations officielles, en les éloignant des syndicats alors qu'ils sont déjà trop enclins à s'en désintéresser.

Ces arguments sont-ils valables ?

Les critiques de « Voix Ouvrière » n'ont jamais empêché un ouvrier honnête, de militer dans un syndicat. Au contraire, elles lui ont donné des arguments et des moyens pour mener une lutte efficace, pour donner à son syndicat un véritable caractère de classe.

En critiquant la politique des

syndicats on les affaiblirait et, en conséquence, on renforcerait la position patronale ?

Si les directions syndicales étaient sères de leurs positions, elles ne craindraient pas la critique. Au contraire, les critiques leur permettraient de préciser leurs positions, de les éclairer et de les renforcer et, éventuellement, de corriger certaines erreurs. De la discussion, jaillit la lumière !

Les critiques favorisent la recherche de la vérité. Seuls, les tyrans et les totalitaristes ont besoin de l'obscurantisme, eux seuls ont besoin d'étouffer la pensée.

La critique est nécessaire. Ou bien elle est fautive et elle ne peut que renforcer les idées justes, ou bien elle est juste et elle ne peut qu'aider à corriger les idées fausses. Il est normal que ceux qui méprisent les masses, qui se prennent pour des surhommes, étouffent, au besoin par la force, toute forme d'expression. Cela s'appelle le fascisme. Mais ceux qui se prétendent démocrates condamnent la critique, c'est de l'hypocrisie ou un aveu d'impuissance et cette condamnation les range dans le camp des adversaires de la démocratie.

« Voix Ouvrière » pour sa part ne craint pas la critique, d'où qu'elle vienne. Au contraire, elle en fait son profit. Alors pourquoi les dirigeants des organisations ouvrières craignent-ils tant les critiques de « Voix Ouvrière », au point d'employer des moyens déloyaux, tels que la calomnie et la violence, pour la combattre ? C'est qu'ils savent que leurs positions sont indéfendables, et cela les gêne considérablement de voir leur incurie étalée au grand jour. Cela les affaiblit, cela affaiblit leurs positions capitulaires, c'est vrai ; cela affaiblit les faiblesses du mouvement ouvrier et renforce sa puissance. Ces dirigeants sont-ils assez stupides pour se laisser entraîner dans des impasses, ne sont-ils pas conscients du danger qui les guette eux-mêmes, s'ils s'enfoncent dans le déshonneur de la capitulation

et de la trahison ? Leur rôle est précaire, n'ayant pas réussi à vaincre définitivement le capitalisme, ils sont devenus de simples avocats du travail, au sein du régime capitaliste dont il font partie intégrante.

La bourgeoisie sait qu'elle est condamnée par l'histoire, et toute sa politique consiste à se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir. Peut-on penser qu'elle se fera harakiri en optant pour le socialisme ? En est de même de la bureaucratie ouvrière et syndicale. Comme la bourgeoisie, elle luttera jusqu'à la mort pour maintenir son intérêt ; donc sa politique concorde fondamentalement avec le maintien de la bourgeoisie. En luttant pour de véritables syndicats ouvriers, « Voix Ouvrière » est une expression pratique de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie qui ne peut qu'entraîner également la fin de la bureaucratie syndicale. On comprend l'acharnement de celle-ci à vouloir l'étouffer. Pour elle, ce ne sont pas les critiques de « Voix Ouvrière » qui la gênent, mais l'existence même de « Voix Ouvrière » en tant que porte-parole d'une fraction du prolétariat avancé en lutte pour le socialisme, lutte qui passe par la destruction du capitalisme et de son appendice qu'est devenue la bureaucratie syndicale.

Ceux qui nous reprochent nos critiques soi-disant trop violentes contre les appareils syndicaux par lesquels s'exprime la bureaucratie ouvrière sont en général, des militants qui, de près ou de loin, gravitent autour des appareils. En fait, ce sont ceux qui ont renoncé à la révolution, qui ont renoncé au socialisme. Ils

sont bien souvent sincères, mais pour eux, le socialisme est une chimère. Ce à quoi ils aspirent, c'est à un maintien du capitalisme avec un « bon syndicalisme » parallèle pour acquérir quelques droits supplémentaires pour les ouvriers. Certains sont sincèrement abusés, d'autres comprennent très bien que « Voix Ouvrière » a raison. Mais cette conscience ne les amène pas forcément à avoir le courage de passer aux actes. Ils déplorent honnêtement le glissement des directions bureaucratiques vers les positions du pouvoir, ils regrettent, non moins honnêtement, les compromissions lourdes de conséquences. Mais leur hésitation à entamer la lutte a besoin de justifications. A défaut de le penser, ils préfèrent dire que « Voix Ouvrière » va trop loin, qu'elle critique trop les organisations syndicales et que cela affaiblit la classe ouvrière.

Reconnaître que « Voix Ouvrière » a raison les obligerait à prendre parti à ses côtés à appuyer son action. Le contraire leur permet de rester les pieds sur terre, ils pratiquent la politique de l'autruche.

Notre critique de la bureaucratie affaiblit celle-ci et renforce la classe ouvrière. Leur critique de « Voix Ouvrière » justifie leur passivité devant la bureaucratie et prolonge la domination du capitalisme. Ils ont les pieds sur terre, mais cette terre est celle du capitalisme agonisant et ils s'y enlisent.

Henri VAUQUELIN

ATTENTION !

« VOIX OUVRIERE » paraît toutes les deux semaines. Le prochain numéro daté du 21 avril, sera mis en vente au plus tard le jeudi 23. Demandez car il n'est pas toujours affiché. Si vous avez des difficultés à vous le procurer, écrivez-nous ; spécimen contre deux timbres. Nous pouvons aussi assurer le service régulier moyennant un abonnement soutien de 10 F pour six mois.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La détermination des parités dits ouvriers, la sévère des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardèrent Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasèrent l'insurrection hongroise, alors que les premiers français se battent en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles photocopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agréments directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journalièrement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

RÉGIE RENAULT (Billancourt)

CECITE SYNDICALE

La section syndicale C.G.T. de Régie Renault a élu en 1956 un conseil de 37 membres pour « son activité fractionnée et scissionniste et son appartenance sans réserve à la rédaction et la défense de la feuille « Voix Ouvrière ».

Le « Clou », bulletin syndical du 37 en profite pour dénoncer le rôle sur notre bulletin. Pluie d'arguments, mensonges calomnieux y sont en bonne place.

Il paraît que la « Voix Ouvrière » ne dénonce jamais le gouvernement et le patronat. C'est tout de même malheureux de renoncer à des méthodes de travail. Il est vrai que les pauvres bougres qui ne lisent jamais la noire presse et qui se cachent pour ramasser nos feuilles et les détruire afin d'empêcher les autres de les lire, ne peuvent pas en connaître le contenu. Mais nous rappelons que la « Voix Ouvrière » condamnait les « pouvoirs spéciaux », approuvés par la C.G.T., qui préparaient la venue au pouvoir de la droite.

« Voix Ouvrière » a toujours préconisé l'abstention aux référendums gaullistes, parce que c'est la seule manière pour les organisations ouvrières de s'opposer à un péché. Quand on participe au jeu, on accepte les conséquences des résultats, et on rend le jeu valable. Mais la C.G.T., à la mémoire du P.C.F. à même, lors d'un référendum préconisé le « oui » à de Gaulle.

« Maintenant la C.G.T. est toujours contre le pouvoir gaulliste », et appelle les travailleurs à lutter contre le pouvoir gaulliste », nous dit « Le Clou ». Le « maintenant » est éloquent. Il est vrai qu'à une certaine époque la C.G.T. s'accommodait fort bien de de Gaulle au pouvoir et lui donnait un sérieux coup de main pour nous faire retrousser les manches. Quand Monsieur de Gaulle offrait des places de ministre à des dirigeants de la C.G.T. (Ambrise Croizat, Marcel Paul), il ne faisait pas bon de nous le gréver, qualifié d'arme des trusis, ni même de revendications (produire d'abord, revendiquer ensuite).

D'ailleurs si demain de Gaulle leur en offrait de nouveaux, ils ne manqueraient pas de mener la même politique. Quand les salariés de la C.G.T. éliminent des ouvriers révolutionnaires des syndicats, ils donnent un fameux coup de main à de Gaulle pour faire avancer son idée d'émigration des syndicats à l'appareil d'Etat.

Où Messieurs, il vous est désagréable d'entendre dire que votre politique est néfaste aux travailleurs. Quand des ouvriers le proclament en distribuant des tracts, vous les accusez d'être des diviseurs : « Ils n'ont qu'à dire leur désaccord dans le syndicat ». Mais quand dans les syndicats ils expriment leur opinion, vous attendez la première occasion favorable pour les chasser.

Si les syndicats sont socialistes, c'est bien votre faute, et si les ouvriers veulent enfin en sortir il faudra bien qu'ils trouvent un autre moyen de s'organiser.

PERMANENCE :

Tous les SAMEDIS de 16 h à 20 h
29, rue Château-Landon
— PARIS (X^e) —

FAISONS RESPECTER LA DEMOCRATIE OUVRIERE

Alors que le P.C.F. prêche l'unité en vue des élections, ses militants ont cru bon d'essayer de chasser nos diffuseurs à la sortie chez Nyrpic (Croix-Rouge) à Grenoble.

Bien que très supérieurs en nombre, ils n'ont pas réussi à nous faire abandonner le terrain et les coups reçus ont été largement réduits.

« Voix Ouvrière » condamne les méthodes de violence à l'intérieur du mouvement ouvrier, mais ne se laissera pas éliminer par la force.

Mais si les militants de V.O. ne sont pas décidés à se laisser faire, les travailleurs non plus ne permettront pas que les staliniens jouent les Prosper devant les entreprises en ne tolérant que ce qui leur plaît à eux.

AVEC LES GARS DE SAINT-NAZAIRE

Saint-Nazaire est toujours à la pointe du combat contre les licenciements. Gouvernement et patronat ont trouvé des palliatifs pour les licenciés âgés. Mais tous les autres travailleurs se sentent menacés. Les syndicats et autres comités des promoteurs, mais ne font rien pour entraîner les autres secteurs à leurs côtés.

Pourtant, nous sommes tous menacés, nous sommes tous ouvriers en l'emploi. Or, en manquant de main-d'œuvre dans d'autres secteurs, cette main-d'œuvre n'est pas qualifiée.

C'est dans le cadre de revendications à l'échelle nationale qu'il faut exiger :

- La diminution du temps de travail.
 - Le reclassement au frais de l'Etat dans les industries nouvelles des travailleurs éliminés par la productivité.
- Ce n'est pas le problème nazairien. C'est une affaire à tous.

DU BALLON... A LA REACTION

ou lites exotiques pour syndicalisme sous-développé. Après le mouvement du 18 mars, qui, sans être ce que l'on aurait pu espérer, eut du moins le mérite de nous mobiliser ensemble en droit d'attendre de nos militants syndicaux, l'organisation de mouvements plus généraux, avec des objectifs plus larges.

En fait les dernières illusions qui pouvaient subsister quant au changement de la politique menée au syndicat, depuis une dizaine d'années, devaient s'effriter rapidement à la lecture des tracts diffusés dès le lendemain.

Ce qui devait être le ballon d'essai pour une généralisation des mouvements devint : Un essai de généralisation pour des mouvements... de ballons, avec lancers sur nos gamelles vides, en un mot, une ambiance de hémorrhagie, qui nous ferait bien rire, s'il ne s'agissait de nos revendications, et de l'état d'esprit de ceux à qui l'on confie l'organisation de nos luttes.

Alors... suffit « le » amuse-guênes » non seulement parce que ce n'est pas nourrissant, mais aussi parce que l'on risque de ne plus avoir d'appétit pour le plat de résistance.

R.N.U.R.

AIR FRANCE (Orly Nord)

LES PARENTS PAUVRES

A DM LM (secteur Caravelle) les équipes de retouche sont les parents pauvres d'Air-France. Depuis déjà bien longtemps, diverses de leurs revendications particulières n'ont pas été satisfaites. Pour les manteaux d'hiver, ils réclament une dotation individuelle car la direction de LM se moque pas mal de voir traîner les affaires des uns sur le dos des autres. D'autre part, ces moumoutes sont souvent dans un état déplorable, le nettoyage fréquent, la direction ne connaît pas ça !

Pour les casques de protection, au cours des points fixes, c'est la même chose. Il faut aller au magasin se les procurer et à chaque fois, ils passent de la tête de l'un sur la tête de l'autre sans qu'aucun nettoyage n'ait eu lieu.

Il n'y a pas de chaussures antidérapantes alors que bien souvent il faut faire de l'aérobie sur les plans fixes de l'aviation.

Tout cela, les gars du Boeing l'ont obtenu. Il n'y a pas de raison pour qu'à LM on ne l'obtienne pas. Pour cela, nous pourrions d'abord aller rendre visite tous ensemble à notre chef de section.

C'est n'est pas dit qu'il comprenne, mais gageons que par la suite, si nous refusons d'effectuer les sorties au dehors et les points fixes sans les équipements, la direction comprendrait vite où est son intérêt.

Quand les conditions ne sont pas remplies, les moulins ne tournent pas...

IL Y A TOUJOURS UNE REPLIQUE

Au lendemain de la grève du 18 mars le gouvernement n'a pas hésité à réquisitionner les travailleurs de la navigation aérienne, parce qu'il y avait seulement un seul secteur en mouvement et qu'on fait le 18 mars ne fut pas le début d'un mouvement général plus important.

Aujourd'hui les syndicats ont repris leur thème favori, la grève partielle, déplaçant totalement la perspective d'un mouvement puissant et général de la classe ouvrière, qui seul pourrait apporter satisfaction aux revendications connues des travailleurs.

C'est pour cela que le pouvoir gaulliste n'a pas hésité à frapper lors de la grève de la navigation aérienne.

Mais ces travailleurs ont trouvé une bonne réplique à la réquisition : la grève du zèle. Celle-ci a entraîné des retards considérables à l'arrivée et au départ des avions.

Il est certain que le gouvernement n'avait pas prévu cette réplique qui a montré que les travailleurs n'étaient pas prêts à se soumettre.

(Extrait du n° 61 de la V.O. Air-France.)

CRÉDIT LYONNAIS (Paris-Richelieu)

LA RETRAITE A 55 ANS

En 1963, les services généraux vont aller s'installer à Levallois. Cette perspective n'enthousiasme pas particulièrement les 1.000 personnes que cela concerne.

Cela pose, en effet, de nombreux problèmes, notamment pour ceux qui habitent déjà loin du centre et verront encore leur temps de transport augmenter. De plus on ne trouvera pas à Levallois, ni le foyer des jeunes, ni la coopérative, ni les Galeries Lafayette et le Printemps.

La direction a subi ce mécontentement, qui s'est exprimé notamment par des demandes de mutations dans d'autres services.

Elle a décidé, pour le personnel féminin des services généraux uniquement, d'accorder le départ en retraite à 55 ans, espérant ainsi calmer un peu l'agitation qu'elle sentait venir, au moins chez le personnel de plus anciens.

Cette mesure est d'ailleurs bien limitée et s'exerce uniquement dans le cadre du départ à Levallois.

C'est donc en 1963 — date prévue pour le déménagement — que les femmes qui auront 55 ans pourront partir en retraite sans abattement, à condition bien sûr qu'elles aient au minimum 30 années.

Mais si certaines hésitent, vont à Levallois, et demandent leur retraite anticipée en 1966, il sera trop tard.

De la même manière, celles qui n'auront 55 ans qu'en 1966 ne pourront bénéficier de cette mesure.

Si un pourcentage d'ailleurs

très faible de femmes du C.L. voit de cette manière, une de leurs revendications satisfaites, il ne faut pas croire pour autant à la générosité de la direction.

Car l'avancement de l'âge de la retraite, qui est soi-disant impossible aux dires du gouvernement, si le C.L. l'a accordé, très partiellement il est vrai, c'est qu'il a fait ses calculs et que cela ne lui coûte pas très cher.

De toute façon, face à ce que lui coûte l'immeuble de Levallois les quelques départs en retraite anticipée, interviennent bien peu dans les dépenses de cette « opération décentralisation ».

De plus, depuis plusieurs mois, les femmes peuvent quitter leur travail, à 58 ans, sur présentation d'un certificat médical de leur médecin, attestant qu'elles sont fatiguées et doivent arrêter leur activité.

Tout ce qui permet une diminution du temps de travail est appréciable, mais là encore, le patron ne perd pas grand chose, car une femme qui malgré sa fatigue resterait jusqu'à 60 ans s'absenterait souvent pour raison de maladie, et le C.L. a fait ses comptes, ça lui coûte moins cher de la mettre à la retraite.

Mais cette possibilité de départ en retraite anticipée — si elle donne satisfaction à quelques-uns — n'est pas une solution pour l'ensemble du personnel des Services Généraux et soyons sûrs que nous aurons encore à repenser de ce transfert car la question n'est pas réglée par cette piroquette de la direction.

(Extrait du n° 44 de la V.O. Crédit Lyonnais).

CITROËN (Région parisienne)

A JAVEL : LES TAXIS - MAITRES

Certains de nos camarades des bureaux arrivent parfois le matin en taxi. Pour nous, cela paraît invraisemblable.

Quand nous sommes en retard, nous savons que nous perdons 1/4 d'heure ou 1/2 heure. Mais pour eux, puisqu'ils ne pointent pas, leurs retards ne sont, en principe, pas souvent décomptés. Alors ? Pourquoi dépendent-ils 5 ou 10 F en taxi.

Et bien, parce qu'on leur fait croire que le fait de ne pas pointer, brimade qui leur est éparignée, est un cadeau du patron. Ils ne pointent pas, donc ils doivent arriver à l'heure sinon ils ne méritent pas la confiance qu'on leur fait. L'ouvrier qui arrive 1/4 d'heure en retard n'a pas ce 1/4 d'heure payé, mais l'employé qui arrive 1/4 d'heure en retard a l'heure de la morale qu'on arrive à imposer à certains employés au point qu'ils se sentent effectivement coupables lorsqu'ils sont en retard.

On voit ainsi que les cadeaux du patron sont toujours empoisonnés. En n'obtenant pas les employés à pointer, il arrive quand même non seulement à les faire venir à l'heure mais à faire en sorte que ceux qui sont en retard dépendent en taxi plus que ce qu'ils perdraient si on leur décomptait leurs retards.

Nous n'avons pas ni les uns ni les autres à être dupes de la morale du patron. De morale, il n'en a pas,

A JAVEL : LE TEMPS DE VIVRE

Dans son bulletin réservé au personnel, Citroën félicite l'équipe de ping-pong de Javel pour ses brillants succès.

Chez Citroën, c'est bien connu, tout est mis en œuvre pour nous apporter une détente après le travail. Que ce soit les auditions de musique le midi pendant l'heure du repas, que l'on ne peut écouter qu'à moitié, ou les salles de sport si bien aérées et spacieuses que lorsqu'il y a plus de quinze personnes, c'est irrespirable, nous avons une direction vraiment sociale.

Le ping-pong ne dépare pas. Ce que pompeusement, la direction appelle « salle de ping-pong », n'est en fait qu'un espace limité par des toiles vertes ne permettant l'emplacement que d'une seule table et encore, avec très peu de recul pour les joueurs. Mais il faut vraiment vouloir se sortir de l'ambiance de l'atelier pour se priver de déjeuner et échanger quelques balles.

En fait, c'est parce que nous n'avons pas le temps le soir d'aller dans une vraie salle nous distraire, que nous acceptons ce réduit.

De toute façon, nous ne tenons pas spécialement à rester dans l'ambiance Citroën pour faire du sport. La diminution de la journée de travail, seule, nous permettrait de pratiquer plus souvent, plus nombreux, où l'on peut et quand on veut, un sport de notre choix.

(Extrait du n° 162 de la V.O. Citroën)

PANHARD (Paris - 13^e)

A NOUS LA LIBERTÉ !

Quelques camarades ayant demandé des congés pour Pâques, la Direction a refusé en parlant du travail qu'il y a dans les ateliers et sur les chaînes.

Petit fait entre d'autres, mais il nous montre à quel point nos projets, notre liberté dépendent du patron. Dans une société qui se dit « libre » et où on parle de l'abolition de l'esclavage, on est encore obligé de mendier une telle permission une quinzaine à l'avance et essayer en général un refus catégorique !

Elle est belle cette liberté où l'on travaille sous la surveillance de gardes-chiourmes ! Où l'on commence et on finit le travail à coups de sonnette !

Pour nous, travailleurs, il n'y aura de liberté dans les petites

choses comme dans les grandes que quand nous saurons supprimer le régime qui est basé précisément sur notre esclavage.

MARCHE OU CREVE !

Depuis quelque temps, les cadences sur les chaînes ne font qu'augmenter et le travail devient de plus en plus dur.

A l'atelier 86, un camarade a été mis à la porte sans autre forme de procès car on ne pouvait plus suivre les cadences.

Cela fait deux ans que le camarade travaille sur la chaîne.

La Direction et les chefs n'ont même pas cherché un moyen pour le reclasser à un poste où il aurait pu faire le travail plus facilement.

Dans un système basé sur l'exploitation de l'homme, il n'y a pas de place pour des sentiments humains : les cadences sont le nerf de l'exploitation et ceux qui ne peuvent s'y plier, on n'a pas besoin d'eux.

Pour éviter que ceci nous arrive demain, il faut que nous ne donnions pas au patron de li-cencier ceux qui ne supportent pas les cadences. Et avant tout, nous devons lutter au jour le jour contre les cadences elles-mêmes.

ASSURANCES Gles. (Paris - Richelieu)

UNE FAUSSE NOTE

Une note de service vient d'être personnellement distribuée à chacun des employés du service P.A.

Cette distribution générale nous a doublement surpris : d'une part les notes de service ne se présentent pas en général sous la forme d'un paquet de tracts et sont d'ordinaire remises au chef de service et non au menu fretin que nous sommes ; d'autre part cette note était adressée aux Agents Généraux, pas à nous.

A première vue d'ailleurs le contenu de la note ne nous concerne nullement : nombre de dossiers en retard, résolution de la dernière réunion consultative des Agents Généraux, utilisation des propositions d'avenant.

Mais nous lisons plus attentivement, nous relevons des affirmations qui peuvent avoir des conséquences graves pour nos conditions de travail : coïncidence de l'augmentation saisonnière des affaires avec les premiers départs en congé, nécessité de demander encore de gros efforts de la part de nos services, « des mesures nouvelles que nous nous proposons de mettre en place prochainement ».

Ainsi, pour se faire excuser par les Agents Généraux les 31.000 dossiers en retard, la Direction

leur annonce tranquillement qu'elle va nous faire trimer davantage, et pour nous préparer « douze aux « mesures nouvelles » elle nous communique la note en question.

Nous voici avertis ; à nous de nous préparer à la riposte. Car si les dossiers en souffrance s'accumulent, nous n'en sommes d'aucune manière responsables ; nous n'avons pas été embauchés et ne sommes pas payés pour organiser le travail. Nous ne voulons pas payer par un surcroît de travail l'incapacité de la Direction.

Rappelons-nous que l'été dernier notre horaire hebdomadaire a été relevé de 2 heures 30. Il se pourrait que ce soit à cela que pense la Direction lorsqu'elle parle des mesures prochainement mises en place. L'alignement de l'horaire de l'Accident sur celui de la Vie sans diminution de salaire. La première étape pour obtenir satisfaction c'est de refuser systématiquement toute augmentation de nos cadences, toute heure supplémentaire, et de rendre la pseudo-justification du travail supplémentaire pour ce qu'elle est : une grossière mystification.

(Extrait du n° 21 de la V.O. Assurances Générales.)

GENÈVE (Ivry)

ENCORE VICTIME DES CADENCES

La semaine dernière un tout nouvel embauché a été victime d'un horrible accident à la coupe. Le malade pris dans sa machine, il a été amputé des quatre doigts.

Il n'est guère difficile d'imaginer comment la chose a pu se passer. Dans sa période d'essai alors qu'il n'était pas encore habitué à la machine dont il se servait, il a sans doute voulu montrer, malgré tout qu'il pouvait tenir les cadences.

Le résultat est maintenant là : trop pressé à démontrer qu'il était bien bon à exploiter ce gars de moins de 30 ans est maintenant estropié pour le reste de ses jours.

Nul doute d'ailleurs que le patron ne trouve encore le moyen de se sentir déchargé de toute responsabilité sous le prétexte qu'il s'agit une fois de plus d'une faute d'inattention de l'ouvrier. Car pour lui qui ne risque certainement pas la même chose à compter ses bénéfices même s'il manie mal son taille-crayon. Le problème des cadences ne se pose pas, il n'existe pas moins pour nous et l'accident survient à notre camarade nous rappelle que chaque jour dans certains coins de l'usine surtout, nous risquons un accident semblable.

Pour en diminuer les risques nous n'avons que la ressource d'exiger des systèmes de sécurité et de les respecter scrupuleusement, sans égard pour la diminution des cadences que cela peut entraîner.

(Extrait du n° 69 de la V.O. Genève.)

C S F (Levallois)

A QUAND ANTOINE ?

Depuis quelques semaines la C.G.T. lance un grand mot d'ordre : lisez Antoinette !

Amours célèbres, mode et tricot, tout y est. (64 pages gais et colorés, le coin des jeunes filles « dans le vent », etc.)

Mais qu'avons nous à faire du coin des jeunes filles dans le vent quand nous sommes dans le vent des 50 heures par semaines, le vent de l'usine, le vent de l'exploitation.

Décidément la girouette syndicale est bien mal orientée, et si elle ne se décide pas à tourner, il nous faudra souffler.

(Extrait du n° 17 de la V.O. C.S.F. Levallois.)

CHAUSSON (Gennevilliers)

IL A DU COFFRE

Dans une note de service, la Direction informe les ouvriers horaires commissionnés qu'ils peuvent toucher un cadenas, pour leur placard de vestiaires.

Chausson estime sans doute que les ouvriers commissionnés touchent une somme importante qu'il est nécessaire de les protéger des envieux. Malheureusement pour ces ouvriers, il y a peu de chance pour que leur paye moisisse dans leur vestiaire. Comme la nôtre, elle est vite dépensée. Quant au magot des actionnaires de la S.U.E., ce n'est pas un ridicule cadenas qui le protège.

La S.U.E. croit-elle mériter ainsi notre reconnaissance par ce petit cadeau, symbolisant ainsi le système dans lequel nous vivons, celui de la propriété. Elle se trompe. Ce n'est ni un cadenas ni même un coffre-fort qui nous démentent l'illusion d'être riche. (Chausson, N° 2.)

CHAÎNE DE CONCENTRATION

Pour augmenter les cadences de la Panhard, la Direction vient d'avoir une idée géniale. Toutes les voitures sont montées directement sur la grande chaîne.

Nos camarades déjà à l'étriot sur l'ancienne, ne peuvent travailler qu'en gênant leur voisin. Tous ensemble, dans une bousculade générale, nous devons pourtant assurer les cadences, qui, elles, ont augmenté.

Un camarade, à main grièvement brûlée par un chalumeau n'a pas fait sourcilier la Direction. L'ouvrier a été remplacé.

Faudra-t-il attendre d'autres accidents pour espérer une déconcentration de la chaîne ?

Nous rappelons que sur la chaîne de la Floride parce que le travail était mal organisé, dans une cohue analogue, nos camarades avaient débrayé et obtenu satisfaction. Si Chausson l'a oublié, nous serons forcés de lui rafraîchir la mémoire. (Chausson, Echo N° 1.)

LIRE LA « V. O. », C'EST BIEN, LA SOUTENIR, C'EST MIEUX.

S. N. E. C. M. A. (Paris XIII)

ASSEZ D'ATTENTE !

C'est sous ce titre, que la C.G.T. dans son bulletin « la voix de Kellermann » s'adresse à nous ouvriers et employés de la S.N.E.C.M.A. Ainsi le 2 avril 1964 nous avons vu un mouvement du 18 mars, il ne fallait pas en rester là ». Conclusion : la C.G.T. nous appelle à cesser le travail 1/2 h. avant la fin de la journée pour ce même jeudi 2 avril.

Voilà tout ce que la C.G.T. est capable de nous proposer pour ne pas « en rester là ».

Alors que pour la grève du 18 mars nous avions été consultés et ainsi pu répondre favorablement à une grève d'une journée. Cette fois-ci pour cette « action » la majorité d'entre nous est restée au travail, bien que la 1/2 h. ait été fixée intentionnellement à la fin de la journée. Quant à la manifestation avec ces trois banderoles plantées à 1 mètre du sol où malgré tout plus d'une centaine d'entre nous étaient venus écouter la C.G.T. s'adresser à nous, elle était plutôt dérisoire.

Quant il s'agit de grève sérieuse, ayant un caractère d'ensemble les ouvriers de la S.N.E.C.M.A. ne sont pas en retard, mais pour de semblables petites grèves la majorité ne bouge pas et elle a bien raison.

Pourtant nous avons de la chance à la S.N.E.C.M.A., on nous propose une demi-heure de grève alors que chez Renault on propose aux gars les lachers de ballons : tout cela bien sûr pour entretenir « le climat de combativité ». Les ouvriers n'apprécient pas d'être pris pour des gamins car les revendications que nous avons à obtenir, 40 heures hebdomadaires, 200 F par mois pour nous, garantie de l'emploi, nécessitent une action d'ensemble si nous ne voulons pas en rester là, et ce n'est pas les gamineries de quelques bureaucrates ayant appuyé par hasard un bouton pour déclencher de telles grèves qui changeront quoi que ce soit à notre situation.

LE CROQUEMITAINE

Dans différents secteurs de l'usine, des bruits courent comme quoi le travail diminuerait. Ainsi aux Etudes on occuperait les gars avec des travaux de fabrication et certain d'entre eux seraient même mutés en fabrication. On parle même de licenciement. La Direction se garde bien de démentir ces bruits, pour elle, ils ont l'avantage de « faire tenir tranquilles » ceux d'entre nous qui ont peur d'être licenciés.

Bruits et bruits, il est sûr que les changements de méthode de fabrication et surtout les variations des commandes d'armement de l'Etat influencent directement la charge de travail de l'usine. Mais en réalité on veut nous faire peur avec ces bruits ; qu'on nous nous fasse pas croire qu'une entreprise nationalisée, s'apprête à construire une nouvelle usine moderne en grande banlieue pour regrouper ses fabrications « à besoin » de licenciement. S'il n'y a pas de commandes de l'Etat et bien tant mieux, l'usine est rapidement transfor-

mable pour produire autre chose que des moteurs de fusée. En attendant la Direction ressort le croquemitaine du chômage et pour nous la meilleure façon de lutter contre le chômage c'est encore d'obtenir satisfaction de nos revendications.

Retour immédiat aux 40 heures, suppression du travail du samedi. Répartition du travail entre tous et pas de licenciements.

DEUX METRES CARRÉS DE TROTTOIR

Pour éviter à ces messieurs de la direction la peine de garer leur voiture à quelques centaines de mètres de l'usine et pour leur éviter du même coup le travail en retard, il n'est pas inutile de se tenir devant la porte d'entrée des places réservées. Elles n'ont pas été dures à trouver : il a suffi d'une ficelle tendue entre deux arbres du boulevard et des morceaux de plastique rouge pour les rendre visibles ; sans compter bien entendu un gardien pour chasser les importuns, les fau-teurs de trouble, ceux qui ont une voiture sans être de la direction, ceux que le respect de la hiérarchie et du plastique rouge n'étonne pas et qui prétèrent être vite et bien garés !

Cela ne fait pas du tout le compte de ces messieurs de la

direction qui tiennent autant à la place qu'à toutes les prérogatives, passe-droits et autres petits avantages que nous faisons pas trop d'illusions, ce sera avec une exploitation renforcée : chefs dans des bureaux vitrés, véritables miradors pour ateliers en enfilade où un seul de ces messieurs peut surveiller tout un secteur. Les délais de livraison, les cadences et l'exploitation aussi.

Avec des fleurs ou même avec des petits jets d'eau partout, nous travaillerons toujours dans une usine pour le profit de quelques uns dans une société haut se ne réalisant pas avec des fleurs, même à Corbeil.

(Extrait du n° 31 de la V.O. SNECMA.)

AVEC OU SANS FLEURS !

Pour la nouvelle usine de Corbeil il est vraiment prévu beaucoup de choses pour améliorer notre sort. Il y aura entre autres, paraît-il, des parterres de fleurs un peu partout.

S'il est vrai qu'il est moins pénible de travailler dans un local propre et aéré qu'au fond du blockhaus à Kellermann, nous faisons pas trop d'illusions, ce sera avec une exploitation renforcée : chefs dans des bureaux vitrés, véritables miradors pour ateliers en enfilade où un seul de ces messieurs peut surveiller tout un secteur. Les délais de livraison, les cadences et l'exploitation aussi.

Avec des fleurs ou même avec des petits jets d'eau partout, nous travaillerons toujours dans une usine pour le profit de quelques uns dans une société haut se ne réalisant pas avec des fleurs, même à Corbeil.

(Extrait du n° 31 de la V.O. SNECMA.)

THOMSON (Gennevilliers)

VOIE SANS ISSUE

Il y a deux semaines de cela, une assemblée d'agents techniques comprenant la moitié des effectifs se réunissait pendant le travail.

Une polémique s'engagea au bout de laquelle il fut proposé et approuvé par environ deux tiers des présents la constitution d'un syndicat de techniciens sur des bases corporatistes. Comment en sommes-nous arrivés là ? Qu'est-ce qui a poussé un nombre aussi important d'A.T.E. à actionner solennellement leurs revendications justifiées, dans un tel cadre ?

En dehors des idées corporatistes qui ont toujours eu cours parmi les catégories spécialisées, le bureaucratisme des organisations syndicales est le principal responsable de la cristallisation de ces idées.

Les A.T.E. pour obtenir la reconnaissance dans une convention collective de leur qualification, avaient besoin d'élargir leur action au cadre des A.T.E. de la région parisienne, ou au moins à l'échelle de quelques-unes des plus grosses entreprises de l'électrotechnique. Dans ce cadre là, ils avaient entre autres décidé de se rendre à Bagnone pour un meeting commun avec les A.T.E. de cette autre usine de la Thomson. Ils avaient demandé par lettre aux organisations syndicales d'informer et de tout mettre en œuvre à cette fin. Rien ou pres-

que ne fut fait et les lettres ne furent envoyées qu'après une dizaine de jours, la réponse quand elle arriva, encore une quinzaine de jours plus tard était négative. Ce bureaucratisme s'est fait aussi sentir par la tentative constante de « le mouvement est de renvoyer ces travailleurs au rang de simples exécutants des mots d'ordre venus d'en haut. Dans ces conditions la lutte n'avait guère et l'action se réduisit à néant. Ceci suffit pour expliquer une telle réaction.

Mais, est-ce qu'avec une telle organisation, les revendications posées par les A.T.E. seront pour autant satisfaites plus facilement ? Nous en doutons. Le problème, c'est de mener une action non plus au niveau d'une seule usine, mais à l'échelle parisienne. Et les A.T.E. avaient autant de poids, sinon plus, en s'adressant aux A.T.E. des autres usines directement plutôt que par l'intermédiaire d'un nouveau syndicat qui ne saurait tarder à devenir une bureaucratie supplémentaire à laquelle, pour leurs revendications, les A.T.E. eux-mêmes auront à se heurter.

Car en fin de compte, la garantie que nos intérêts et ceux seuls seront bien défendus à quelque catégorie que nous appartenions, c'est de ne compter que sur nous-mêmes, de ne remettre à personne le soin d'agir pour nous.

(Extrait du n° 137 de la V.O. Thomson.)

Prrière d'adresser la correspondance à VOIX OUVRIERE 29, rue de Château-Landon PARIS (10^e) et d'envoyer les fonds à M. Maurice SCHRCEDT (même adresse) C. C. P. 9424-78 - PARIS

C S F (Issy-les-Moulineaux)

AMATEUR PRO ?

Ce qui n'était que des « bruits » il y a quelque temps, une quasi certitude depuis peu, mais que tous les délégués du C.E. feignaient d'ignorer ou essayaient encore de cacher par de tragiques noyades du poisson est maintenant certain. En présence de tous les footballeurs qui lui demandaient où passait le pognon de la section FB et comment cela se faisait que dans certaines équipes il n'y avait pas de vrais joueurs de joueurs de la C.S.F., « il » l'a avoué : (en avalant son cigare) les joueurs de l'extérieur ont leurs frais de déplacement payés et reçoivent ce qu'« il » baptise pudiquement une prime de match.

La réunion fut houleuse et un délégué du personnel qui y assistait insista pour que chacun garde « ce » pour lui, on ne sait jamais. Rappelons que la F.S.G.T. fut créée en réaction à la foire aux muscles et au professionnalisme qui ruinait le sport et en faisait un instrument lucratif, une entreprise commerciale comme une autre où au lieu de vendre leur force de travail à un patron pour produire des biens, des hommes vendaient leur force musculaire pour se donner en spectacle et en tirer un profit pour eux-mêmes et pour les actionnaires des clubs sportifs.

Le mercantilisme fichu à la porte revient par la fenêtre. Les footballeurs se sont chargés de lui dire ce qu'ils pensaient de ses combines et « l' » ont été forcés à annoncer ce qu'« il » ne voulait pas dire. Espérons qu'ils feront mieux la prochaine fois.

(Extrait du n° 60 de la V.O. C.S.F., Issy.)

ASSISTANCE PUBLIQUE

SOLIDARITE

Lors de la grève du 18, le magasin central s'est vu remettre une journée de salaire sous prétexte qu'il n'est pas service de sécurité. Quelle différence y a-t-il entre le personnel ouvrier et le personnel hospitalier...

Lorsque l'on fait grève, la première revendication doit être le paiement des heures de grève. Cette revendication ne doit pas s'adresser uniquement aux services de sécurité...

LES DEUX FONT LA PAIRE

L'un d'entre nous s'est réveillé sous un bien triste jour au moment de quitter l'A.P. puisqu'il a (sous quelque pression peut-être) assumé sa démission de délégués...

Tu trouves la « V. O. » trop petite ? Nous aussi. Elle ne vivra... Elle ne grandira... que grâce à ton soutien.

RHONE POULENC (VITRY-SUR-SEINE)

« BRISSON » LA GREVE

Nous nous en voudrions de ne pas signaler le zèle de certains chefs de service. Ces messieurs se sont signalés avant ou immédiatement après le débrayage du 18, dans différents ateliers...

des structures de l'Etat. C'est curieux, on nous racontait la même chose en 1945 ! On a vu ce qui s'est passé. Et malgré cela, les dirigeants du P.C.F. sont prêts à recommencer plus...

IL MENT, IL NOUS EM... BÊTE !

Il n'y a pas qu'un sujet des débrayages que « nos » cadres s'agitent au matin, un ouvrier est mis à pied une journée car qu'il est surpris à fumer. Il existe une « cabane » où fumer serait permis, d'après ce chef...

TRISTE MENTALITE

Lors de notre dernière diffusion, certains prétendus militants ont trouvé matin de se moquer grossièrement d'une de nos diffusions. Leur unique argument est finalement que c'était une fille...

POUR LE ROI DE PRUSSE...

Dernièrement, on nous a distribué un petit casse-croûte littéraire d'un contenu fort plat et exprimant en 20 pages ce que l'on peut dire en 3 lignes.

DESFOSSÉS (Issy-les-Moulineaux)

DELEGUES DU PERSONNEL

Les élections des délégués du personnel n'ont attiré que peu de monde au mois d'octobre. Qu'est ce à dire ? Que nos représentants doivent être choisis par nous...

Mais depuis 1945, la Bourgeoisie, alors en perdition, ayant eu besoin de l'aide des syndicats pour renflouer son économie mourante et son pouvoir politique...

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !!!

Le N° de février 1964 du Livre-Parisien, nous apprend qu'une augmentation de 3,17% des indiens aura une répercussion sur les salaires de la presse. Nous savons que nos camarades de la presse travaillent dans des conditions particulières qui font qu'ils peuvent exiger davantage de leurs patrons...

(Extrait du n° 84 de la V.O. - Desfosés).

INSECURITE SOCIALE

Le camarade des machines à feuilles H&S qui s'est fait arracher le bras dans une machine l'an dernier, bien qu'il ait subi une réduction de 200 francs sur son salaire mensuel...

A BLAINVILLE COMME A SAINT-OUEN

Plus le départ pour Blainville approche et moins nous savons de choses quant à notre avenir immédiat.

Dernièrement, les contrôleurs ont été pressentis pour faire le déplacement. Mais quand ils ont posé les questions sur les conditions de leur transfert en Normandie, la Direction est devenue subitement muette.

Pour elle, tout est simple, nous devons savoir ce que nous voulons même si toutes les données du problème nous échappent : salaire, postes, conditions de travail, de logement, école pour les gosses, etc.

Mais pour nous, travailleurs, le problème est différent. Au moment où les métaux licenciés de Saint-Nazaire se voient « invités » à aller travailler à Lille, nous nous sommes « sollicités » pour partir à Blainville.

Mais là encore, sur le plan de l'entreprise, nous ne pouvons décrocher que des bricoles, des avantages qui s'évanouissent après des années de travail quand le patron ferme la porte et met la clé sous le paillasson.

Aujourd'hui, notre seule chance c'est de nous préoccuper à l'échelon national. Le principal mot d'ordre à mettre en avant dans toutes nos luttes, c'est le Salaire mensuel garanti, le même pour tout le pays, selon des conventions collectives nationales.

S A V I E M (Saint-Ouen)

UNE COMEDIE POUR 4 SOUS

A la chaîne 731 lors de la dernière paye une dizaine d'ouvriers eurent la surprise de constater que la direction leur avait amputé 4 centimes sur les salaires horaires. Convoqués au bureau de la production...

« Nous espérons que ceux qui n'ont pas pu assurer leur cadence auront à cœur... » ainsi de suite.

Après la leçon de morale, ce monsieur expliqua feuilles en main le charabia de cotas et d'indices de bon individu et collectif, le tout très éphémère.

De toute cette histoire nous ne retiendrons qu'une chose, la direction n'a pas fait de sentiment pour donner un coup de ciseaux au salaire de dix ouvriers, quant à nous, nous nous refusons à entrer dans toute cette fousmattée de cadences, bonis munités d'avance ou de retard à la production.

La SAVIEM fait assez de bénéfices sur notre dos. A bas toutes les formes de salaire au rendement, le paye au mois pour tous.

UCLAF (ROMAINVILLE)

PATTE DE VELOURS

Certains adjutants zélés, qui ont rôle de chefs, semblent s'écrouler un peu ces temps-ci. Ils ferment les yeux sur bien des choses qui, auparavant, auraient entraîné des sanctions.

Quant la force de travail se fait rare, on ménage un peu l'ouvrier, des fois qu'il lui viendrait à l'idée d'aller se faire exploiter ailleurs.

POISSON D'AVRIL ?

Il paraîtrait que certain chef de service, gêné par les retards de son personnel aurait, par une lettre, envoyé ses remontrances à chacun des intéressés en particulier. Il nous arrive quasi d'arriver à 8 h 1/4 pour 8 h 1/2 de partir à 17 h. 45 au lieu de 17 h. 30, mais nous n'avons jamais reçu de lettre de reconnaissance.

(Extrait du n° 41 de la V.O. UCLAF).

ON EN A PLEIN LES BRANDILLONS

Depuis quelque temps, des camarades travaillant sur la chaîne de vilebrequins se plaignent d'avoir des plaques de boutons sur les avant-bras. Etant donné que ces camarades ont constamment à manipuler des pièces dans des bacs de mazout, il semblerait que l'on puisse trouver là l'explication de leurs maux.

Mais l'hygiène, la sécurité des ouvriers, en quelle place viennent-elles dans les préoccupations de patron dont l'unique souci est la production au détriment de notre santé ? Que lui importe que nos camarades aient les avant-bras abîmés si cela ne les empêche pas d'être à leurs postes à produire.

Nous savons que notre seule richesse est notre force à produire, c'est-à-dire nos bras, notre santé. C'est pourquoi les camarades concernés (et nous le sommes tous un jour ou l'autre) ne doivent pas se contenter de se contenter d'une réponse officielle affirmant que cela ne vient pas du mazout.

C'est à la direction de faire en sorte que cela cesse. Si non nous pourrions refuser d'adhérer nos bras en les croisant. (Extrait du n° 266 de la V.O. - SAVIEM).

S. N. C. F.

(Région Parisienne)

L'ENNEMI COMMUN

Un début de février les « fascistes » italiens et en particulier les chemistes, entraînent en lutte pour 24 heures, pour leur revendications. Celles-ci n'étant toujours pas satisfaites à ce jour, une nouvelle action devenait nécessaire.

D'abord prévue pour la fin de mars, cette nouvelle action fut reportée. Les trois grands syndicats nationaux ne réussissant pas à se mettre d'accord sur les modalités d'application.

La CISL (chrétienne) et l'UILI (social-démocrate) se laissent, en partie, convaincre par le gouvernement Moro de poursuivre le dialogue avec les pouvoirs publics sur un plan... moins spectaculaire que la grève. La CGIL (antique) par les militants communistes et socialistes menaçants a donc pris seule la responsabilité de lancer l'ordre de grève de 48 heures pour vendredi et samedi.

Les raisons de l'effervescence chez nos camarades italiens sont du même ordre que chez nous et découlent du même impératif bourgeois : la lutte pour la réduction du coût national et blocage des salaires pour stabiliser la monnaie, barrer l'inflation, tenir sa place dans le concert européen du Marché commun.

Le gouvernement italien, tout comme chez nous, se sert d'ailleurs de ce malaise général pour opposer aux revendications des « nationalistes » son refus d'améliorer « pour l'instant » les salaires et pour fixer, de loin en loin, des rendez-vous jamais tenus.

C'est ainsi qu'à l'automne dernier, rendez-vous avait été pris pour étudier l'amélioration des salaires avec alignement sur le secteur privé. Une refonte des statuts administratifs devait également être envisagée pour supprimer les « salaires sup voyants » et donner à tous une rétribution égale pour un travail égal.

Mais le gouvernement Moro, pourtant en paroles « favorable aux travailleurs » (3 ministres socialistes - Giolitti, ministre du budget, est un socialiste mené dans le parti anime la CGIL), a jusqu'à ce jour reporté l'échéance de ces rendez-vous, au lieu de la vie allant en augmentant, le montant des revendications se trouvait par la même entée. Le fossé entre les salaires des secteurs privés et nationaux allait grandissant. Et le gouvernement italien réclame de nouveaux décrets.

Aux revendications de nos collègues transalpins il oppose lui aussi son « plan de stabilisation », et brandit la menace de chômage. Nous n'avons pourtant pas à faire en Italie à un gouvernement fort, à un De Gaulle italien. C'est au contraire le type même de gouvernement démocratique de centre-gauche, avec quelques ministres menés très près des communistes comme l'ex sait.

La bourgeoisie italienne sentant venir la crise et en prévision des montées revendicatives avait eu soin, il y a quelques mois, de « gauchir » son gouvernement en y faisant entrer quelques ministres « ouvriers » pour mieux mater les travailleurs le cas échéant.

Il n'est pas exclu que, devant un durcissement des revendications ouvrières, le gouvernement démocratique « italien » hésite pas à se servir de la force brutale pour rétablir « son » ordre social et ceci avec l'aide des ministres « socialistes ». « Gaullisme » ou « démocratie bourgeoise » ont les mêmes problèmes, ils ont d'abord les mêmes méthodes économiques pour les résoudre et les mêmes arguments ensuite pour s'opposer aux revendications ouvrières et s'il le faut ils ont également les mêmes armes pour les écraser.

L'ennemi commun que nous (Italiens ou Français) devons abattre c'est l'Etat bourgeois, qu'il soit démocratique ou bonapartiste, et aucune « rénovation » n'y est possible.

CAMARADE Ce journal est le tien Fais-le connaître autour de toi

POUR LA

DÉMOCRATIE

OUVRIÈRE

« Paix entre nous, guerre aux tyrans »

L'Internationale

L'après-midi du 27-3-64, entre 13 h 15 et 13 h 45, de violentes bagarres se sont déroulées devant les portes de l'usine Neyrpic-Croix Rouge.

Déjà, 15 jours auparavant, une quinzaine de membres du Parti Communiste Français étaient tombés à bras raccourcis sur trois jeunes gens qui diffusaient pour la première fois devant la porte de cette usine un bulletin « Voix Ouvrière ».

Cette fois-ci, une véritable bataille rangée opposa la dizaine de militants de « Voix Ouvrière » qui étaient venus protéger leurs diffuseurs, à une bonne quarantaine d'énergumènes se prétendant communistes, qui voulaient empêcher, à coups de poings, la distribution de ce bulletin.

Ce n'est certes pas la première fois que le P.C.F. essaie d'enlever la libre expression d'une tendance révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. La presse et la radio s'étaient même fait l'écho de tels incidents qui s'étaient déroulés il y a un peu plus de deux ans aux portes de l'usine « SAVIEM ».

La chose avait fait suffisamment de bruit à l'époque pour contraindre Benoît Frachon à intervenir publiquement, par voie de presse, pour demander aux militants stalinien d'éviter de telles actions.

En fait, à chaque fois qu'apparaît un nouveau bulletin « Voix Ouvrière » on peut être sûr que l'appareil stalinien mettra tout en œuvre contre lui, les insultes, les calomnies, les coups quand il se croit suffisamment fort.

En dehors des deux entreprises précitées, Renault, Chausson, Desfossés, Berliet, Neyrpic-Beauvert, furent notamment le théâtre de bagarres où nos camarades durent imposer le respect de la démocratie ouvrière aux nerfs du P. C. F.

Et ces coups ne sont pas seulement dirigés contre nous, « Voix Ouvrière », mais contre toute critique venant de sa gauche, que ce soit « Correspondance Ouvrière », « Pouvoir Ouvrier », contre certains militants du P.S.U. même. (On n'a pas oublié la provocation dirigée contre les militants P.S.U. de la Thomson-Bagneux, au moment de la lutte anti O.A.S.).

Et c'est bien parce que depuis longtemps le P. C. F. ne sait plus ce que veulent dire les mots « militants révolutionnaires », qu'il peut croire encore que la seule violence les empêchera de s'exprimer.

Mais ces méthodes ne visent pas seulement les révolutionnaires.

Aujourd'hui, alors que l'unité des forces de gauche est au centre des préoccupations, dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles, de tels incidents, et l'emploi de tels procédés qui rappellent les heures les plus sombres du stalinisme, ne peuvent qu'inquiéter tous ceux qui envisagent une action commune avec le P. C. F. contre le système gaulliste.

Aujourd'hui encore, alors que de nombreuses discussions divisent le mouvement communiste international, n'est-il pas symptomatique de voir comme certains n'entendent les régler que par la violence et le règne de la terreur ?

Quant à nous « Voix Ouvrière » nous déplorons que de telles bagarres nous soient imposées aux portes des usines, car nous pensons que le chemin de l'unité, dans la lutte, passe nécessairement par le respect le plus complet de la démocratie dans les rangs de la gauche et plus particulièrement dans les rangs du mouvement ouvrier.

C'est à tous ceux qui se réclament des idées socialistes qu'il appartient, là où ils se trouvent, avec les moyens dont ils disposent de veiller au respect de la plus fondamentale des libertés.

Maurice SCHRECDT

La fuite de Goulard

ou des rodomontades aux intentions véritables

(suite de la page 1)

En la suite d'un compromis entre les forces réactionnaires, en premier lieu, l'armée, qui avait obligé Quadros à démissionner, et la gauche désirant quelques réformes. Ce compromis avait d'ailleurs été sanctionné au début, par l'installation d'un régime parlementaire remplacé à nouveau, en janvier 63, après qu'il eût montré son incapacité fondamentale à fonctionner, par un régime de type présidentieliste. Tout le jeu de l'ex-président consista donc à faire des concessions ou à porter des coups alternativement à droite et à gauche, et à user de l'une contre l'autre.

Si depuis quelques temps, il s'était tourné vers la gauche cherchant à s'assurer son appui, c'est qu'il se heurtait à l'opposition grandissante de la droite, celle-ci ne lui pardonnant pas une série de mesures qui n'avaient pourtant, là non plus, rien de révolutionnaire.

Elle lui a reproché d'abord, sa politique étrangère, parce qu'il avait fait de timides avances diplomatiques aux pays de l'Est et même manifesté quelques sympathies procastristes. C'est ainsi qu'il invitait Tito au Brésil, celui-ci se voyant d'ailleurs interdire l'entrée de Rio et de Sao Paulo par Lacerda et Adhemar de Barros respectivement gouverneurs des états de Guanabara et Sao Paulo et principaux leaders de la droite, ou encore que le 29 mars 63 il envoyait des troupes fédérales à Rio de Janeiro pour permettre la réunion du Congrès de solidarité avec Cuba, interdite par le même Lacerda.

Ce n'était là qu'une bien faible preuve d'indépendance vis-à-vis des U.S.A. Cela a suffi pourtant pour qu'une grande partie des classes possédantes, qui en Amérique latine ne voient leur salut que dans la puissance des U.S.A., fassent chorus avec l'impérialisme pour évoquer le spectre du communisme ou du castrisme.

D'autant plus que la politique intérieure était à la hauteur de la politique étrangère. Pensez donc :

Le 17 février 1964 — près de deux ans et demi après la venue de Goulard au pouvoir — un décret prévoyant l'expropriation des terres en bordure des voies de communication pour les distribuer aux petits paysans. C'est le début de la réforme agraire. Un observa-

teur impartial eut sans doute noté que les paysans, en particulier dans le Nord, étant plus ou moins organisés dans les « ligues paysannes » de l'avocat Juliao, pratiquement en état d'insurrection ouverte, ayant occupé de grands domaines à plusieurs reprises, il s'agissait par là davantage de les calmer que de les satisfaire et d'éviter aux grands propriétaires fonciers de tout perdre en cédant préventivement une partie de leurs terres.

De même si le 26 février, un décret présidentiel doublait, du jour au lendemain, les salaires à Rio et à Sao Paulo, c'est qu'il s'agissait d'abord de villes où avaient eu lieu des émeutes de la faim, causées de deux faits traditionnels de la droite aux mains de Barros et de Lacerda. Par cette mesure sociale, Goulard n'a-t-il pas tout simplement tenté un coup double sur le plan politique : calmer une possible recrudescence de l'agitation de ceux qui mesurent au sens littéral du mot — de faim et s'assurer, par dessus la tête de ses principaux adversaires, une popularité dans leur propre fief ? Car si cela n'avait été une mesure purement démagogique, pourquoi l'augmentation des salaires n'aurait-elle pas été valable pour l'ensemble de la classe ouvrière brésilienne, dont le niveau de vie n'est certainement pas meilleur que celui des ouvriers de Rio et de Sao Paulo ?

Mais ce qu'était le régime Goulard, ses possibilités, ses limites, la mutinerie de mille cinq cent matelots et fusiliers-marins du jeudi 26 mars l'a indiqué clairement. Insoumis pour protester contre l'arrestation de quelques sous-officiers accusés d'avoir pris part à une réunion de caractère politique, ils déclaraient, en la personne de leur dirigeant, le quartier-maître José Anselmo, se ranger aux côtés des ouvriers paysans et étudiants dans le combat pour les réformes de structures.

Goulard, qui envisageait, paraît-il, d'instaurer l'élection des sous-officiers, ne pouvait pas réprimer purement et simplement la mutinerie, ce qui aurait été un encouragement trop flagrant à ses ennemis, et plus particulièrement au corps réactionnaire des officiers de marine. Il ne pouvait pas non plus prendre le parti des matelots, ce qui aurait été un encouragement à la désobéissance dans l'armée. Il s'est donc contenté d'essayer d'étouffer l'affaire, de la minimiser traitant les matelots de

« gamins rebelles », en profitant tout au plus pour placer aux postes de commandement de la marine, des gens plus dévoués, pensait-il, à sa personne.

Mais pour les conservateurs, cette révolte, vite apaisée pourtant, montrait que, quelle que soit la volonté réelle de Goulard de faire des réformes ou non, les masses, elles, prévalaient les choses au sérieux.

Aussi les propriétaires fonciers n'ont plus voulu entendre parler de réforme agraire, même limitée à certaines de leurs terres, les officiers d'élections dans l'armée même limitées aux sous-officiers, les politiciens de l'extension du droit de vote aux plus déshérités, ce qui aurait mis en cause leurs positions et leurs sièges de gouverneurs ou de députés, les U.S.A. de propos anti-impérialistes, aussi vagues qu'ils puissent être.

Pour eux tous, Goulard était donc devenu, suivant le mot de Lacerda, « le principal instrument de la pénétration communiste au Brésil ».

Contre leur coalition, Goulard, s'il avait véritablement voulu réaliser ses réformes, n'aurait qu'un recours : faire appel aux masses, leur faire confiance contre tous les corps constitués de l'appareil d'Etat. Mais Goulard ne l'a pas fait parce que les mesures qu'il proposait étaient l'extrême limite de ce qu'il envisageait. Il ne pouvait donc, par peur de se voir largement dépasser, faire appel à l'initiative des paysans et ouvriers eux-mêmes.

Il est allé, au maximum, jusqu'à réunir un meeting monstre pour faire peur à ses adversaires et essayer de les impressionner par l'adhésion populaire qu'il rencontrait. Par contre, appeler les masses à prendre en main leurs propres affaires, à former des comités d'ouvriers, de paysans, de soldats, chargés de mener la lutte un peu partout, de partager les terres dans les campagnes, de faire appliquer les élections prévues dans les casernes, il n'en fut jamais question.

Jusqu'au dernier moment, il a misé sur une fraction de l'appareil d'Etat contre une autre, sur la troisième armée contre la quatrième et la deuxième, sur le gouverneur du Pernambuco contre ceux du Minas Gerais et du Guanabara. Et quand il s'est avéré que l'armée tout entière était passée aux rebelles, que la grande majorité des hommes politiques souhaitaient son départ, eh bien alors il est parti, laissant les masses brésiliennes à leur sort.

Pour lui, dans les limites qu'il s'était fixées, il n'y avait plus rien à faire.

Il reviendra peut-être un jour, si l'armée, la police et l'Eglise n'arrivent pas à contenir ou à briser l'énergie révolutionnaire des masses brésiliennes et qu'il soit nécessaire, de nouveau, de les tromper.

Car tout est loin d'être joué au Brésil. Et même la presse réactionnaire française n'a pas manqué de noter que dans un tel pays, il est peut-être possible de reculer l'échéance de la révolution, mais pas de l'éviter.

En tout cas, ce dont les masses ont à le plus se défier, au Brésil comme ailleurs, c'est de ceux qui prétendent parler en leur nom.

F. M.

Jacques MORAND

LA MORT D'UN VA-T-EN-GUERRE

Le général Mac Arthur vient de mourir sans que la vie politique des nations soit pour le moins perturbée. Pourtant il y a 14 ans, nommé commandant en chef des forces armées des Nations Unies dans la guerre de Corée qui avait éclaté le 25 juin 1950, chef militaire tout puissant, il apparut comme le démiurge qui pouvait disposer à son gré de la guerre ou de la paix.

La guerre de Corée que les Etats-Unis avaient présentée à sa population comme une opération facile à mener et presque l'équivalent d'une simple promenade américaine devant faire table rase en territoire « ennemi », celui occupé par les Nord-Coréens s'avérait être le dernier voyage pour beaucoup de boys envoyés au nom de l'O.N.U. C'était des ceruelli qui retournaient en Amérique. La guerre s'avérait une dure, la résistance des Nord-Coréens dépassait la technique des armées de l'O.N.U.

Devant l'incapacité de briser la résistance des Nord-Coréens, Mac

Arthur posa la question d'aller porter la guerre au-delà du Yalu, c'est à dire en territoire chinois.

La perspective de l'extension de la guerre se précisait. L'inquiétude envahit le monde entier. L'idée que la guerre de Corée était le prélude à la III^e guerre mondiale semblait se confirmer.

En fait, une fois de plus l'Etat-Major incapable de victoire apportait SES solutions, toujours les mêmes : intensifier la guerre, la porter au-delà des frontières.

Et, aujourd'hui, alors que Mac Arthur était près de mourir, le Pentagone ne trouvait pas d'autre réponse pour le Sud-Vietnam, que celle que donnait en 1951 le bouillant commandant en chef des forces armées.

Mais en 1951 comme maintenant, on vit le « politique » dominer le militaire et le puissant Mac Arthur être rappelé à Washington comme un simple fantassin.

Le nom de Mac Arthur qui avait fait trembler le monde entier tombait peu à peu dans le silence pour ne pas dire dans l'oubli.

Sans regrets...

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique nucléaire, il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité main-tiens et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la II^e Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratiation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décliné les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratiation des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la Révolution socialiste mondiale.

EN MARGE DU CONGRÈS DE L'U.N.E.F. :

Pour que vive l'enfant Mozart

Au Congrès de l'« Union Nationale des Etudiants de France », qui se tient actuellement à Toulouse, comme à ceux qui l'ont précédé, la « démocratisation de l'enseignement » a été l'une des revendications le plus souvent formulées. Elle est d'ailleurs au centre des divergences qui opposent l'UNEF à la réactionnaire « Fédération Nationale des Etudiants de France ».

Cette « démocratisation », dans l'esprit des dirigeants étudiants, c'est l'ouverture de l'enseignement secondaire et supérieur aux jeunes issus des classes pauvres de la société, ou du moins, l'accroissement de leur nombre à l'université.

L'UNEF (mais les partis de gauche font-ils mieux ?) pose d'ailleurs cette question au nom de la « grandeur de la France », du rayonnement de son Université, de la nécessité de fournir des cadres à l'industrie et au commerce, c'est-à-dire finalement au nom des intérêts de la bourgeoisie française.

Pour permettre la réalisation de cette démocratisation, l'UNEF demande depuis plusieurs années que l'étudiant soit considéré comme un « jeune travailleur intellectuel » et qu'il perçoive, en tant que tel, un pré-salaire, une allocation d'études, qui lui permettrait quels que soient par ailleurs ses revenus possibles, d'accomplir normalement celles-ci.

Toutes les critiques adressées à l'enseignement en France mêlent généralement deux questions distinctes : celle du recrutement des étudiants et celle des conditions dans lesquelles se dérouleront leurs études.

Le fait que ce recrutement se fasse pour la plus grande partie dans les milieux bourgeois et petits-bourgeois, et que très peu de fils d'ouvriers et de paysans pauvres accèdent à l'en-

seignement supérieur n'est pas un phénomène spécifiquement français, cela est vrai dans tous les pays capitalistes et la composition sociale du corps étudiant est une conséquence de la division de la société en classes. Au siècle dernier le nombre des étudiants dans les facultés françaises était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui et ils venaient d'un milieu social bien plus limité. Le développement de l'industrie et de la technique a considérablement augmenté la demande et petit à petit, l'éventail du recrutement des étudiants s'est élargi, englobant au-delà des fils de la bourgeoisie, ceux de la petite bourgeoisie et même quelques éléments du prolétariat. Mais cela ne s'est fait que dans la mesure où c'était nécessaire à la bourgeoisie, et l'existence des étudiants issus de la classe ouvrière n'est qu'un fait isolé, payé de sacrifices considérables des parents ou des jeunes, l'aide d'Etat étant plus qu'insuffisante. D'ailleurs cet élargissement du recrutement n'est pas tant le fait d'une « promotion sociale » des nouveaux venus accédant aux métiers d'ingénieurs ou de professeurs, que d'une véritable prolétarisation de ces professions.

Par contre il est indéniable que l'enseignement français est particulièrement défavorisé. Locaux vétustes et surpeuplés, enseignants trop peu nombreux et trop mal payés, etc. Il ne s'agit pas là de caractéristiques valables pour tous les pays, mais bien de traits spécifiques des universités françaises, conséquences entre autres de l'appauvrissement de l'Etat par d'incessantes guerres coloniales, puis par la création d'une dispendieuse force de frappe.

Malgré cela, jusqu'ici, le contingent d'ingénieurs, de techniciens et d'enseignants qui sortent chaque année des grandes écoles et des facultés, suffit à couvrir les besoins de l'économie française, tant en Métropole que dans

la « communauté ». Plutôt mal que bien, si l'on en juge par les colonnes de petits annonces que publient régulièrement « Le Monde » ou le « Figaro », car la pénurie de main-d'œuvre, sur le marché du travail français, n'épargne pas, bien au contraire, les couches supérieures du salariat, mais sans que la situation soit catastrophique pour la bourgeoisie.

Mais l'économie n'étant pas planifiée, il n'y a pas de prévision des besoins et ce n'est que par des corrections économiques que la compensation se fait. Pas toujours sans problèmes — exemple : l'agrégé de philosophie qui ne trouve pas emploi dans l'enseignement et qui cherche à utiliser ses connaissances dans l'industrie — et un certain nombre d'intellectuels y sont sacrifiés.

La politique des différents gouvernements depuis la naissance de la IV^e République, en matière d'enseignement, si elle a placé celui-ci dans des conditions difficiles, n'a pas été le fruit de la seule impuissance. Le manque de crédits n'a géré que les étudiants et les enseignants. En fournissant tant bien que mal à la bourgeoisie les cadres intellectuels dont elle a besoin, l'Etat a rempli son rôle, le reste, pour lui, n'est qu'un aspect accessoire de la question.

Dans la société capitaliste l'enseignement n'est dispensé qu'en fonction des besoins économiques, uniquement en vue de former des individus aptes à exercer telle ou telle profession. L'Etat n'accepte de faire les frais de la formation intellectuelle des jeunes que dans la mesure où cela est nécessaire. C'est-à-dire qu'il finance le fonctionnement des Universités et qu'il rétribue les professeurs (les études proprement dites sont pratiquement gratuites), mais il ne peut en fait accepter de verser un pré-salaire aux étudiants, c'est-à-dire les prendre en

charge eux-mêmes, que lorsqu'ils se préparent à une profession déficitaire. Sinon, tant que les besoins de la société sont assurés par le recrutement dans les classes les plus aisées, l'Etat n'a guère besoin d'intervenir. Le problème qui se pose à l'heure actuelle est que les intellectuels salariés sont souvent très mal rétribués, en particulier le professeur. Les étudiants issus des classes riches s'orientent en majorité vers les professions libérales ; les facultés correspondantes deviennent pléthoriques (sans cependant que cela ait un rapport avec les besoins du pays : il y a trop de médecins à Paris et sur la Côte-d'Azur alors qu'on en manque dans les autres régions de province).

L'Etat verse à l'heure actuelle un pré-salaire aux étudiants qui se destinent à l'enseignement en échange d'un « engagement » pour dix ans. Pour un salaire mensuel qui paraît fabuleux à l'étudiant peu aisé, l'Etat pourra se permettre de payer mal, lui et ses collègues, pendant dix ans. C'est finalement l'extension des pratiques utilisées par l'armée et la marine pour recruter leurs médecins.

Dans les cas des études conduisant à des professions dites « libérales » (médecins, avocats), le malthusianisme est de règle. Il est le fait de ces professions elles-mêmes, qui se prémunissent ainsi contre la concurrence. D'ailleurs, certaines associations d'étudiants en médecine, en art dentaire et en droit, se sont prononcées contre le pré-salaire au nom de l'indépendance de leur future profession.

Il est donc pratiquement exclu que l'Etat puisse accepter de verser à tous les étudiants, quelle que soit leur discipline, un véritable pré-salaire. Ce pré-salaire, il le réserve pour effectuer une pression sur les étudiants issus des classes pauvres pour les aiguiller vers les branches qu'il juge bonnes — c'est-à-dire des carrières de prolétaires intellectuels —. Ceux issus des classes riches étant, bien entendu, libres de choisir suivant leur goût. La « démocratisation » de l'enseignement nécessiterait, non seulement la généralisation du pré-salaire, mais encore la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans au moins. Ces deux mesures, la société bourgeoise ne peut pas les généraliser. Cette société n'est pas seulement responsable de l'exploitation et des guerres, elle est aussi la cause de la disparition de millions d'enfants « Mozart », selon l'expression de Saint-Exupéry, qui n'y ont jamais trouvés la possibilité de développer leurs facultés.

Christian JUNG

IL Y A 25 ANS, TOMBAIT MADRID

NE PAS OUBLIER..

Ler avril, Franco vient de commémorer le vingt-cinquième anniversaire de son régime. C'est en effet le 1er avril 1939, quatre jours après la chute de Madrid, que Franco, de son quartier général de Burgos, annonçait officiellement la fin de cette guerre civile qu'il avait entamée trois ans plus tôt et qui fit, au total, un million de morts.

La chute de Madrid signifiait que l'Europe était mûre pour la deuxième guerre mondiale : les différends entre les impérialismes rivaux ne pouvaient plus se régler que par les armes et la seule force capable de s'opposer à cette boucherie, la classe ouvrière d'Europe, venait d'être écrasée dans son dernier bastion après avoir été brisée en Italie, livrée en Allemagne et battue sans combat, ayant su terminer sa grève, en France.

Le prolétariat français qui, en 1936, paraissait triomphant, après être resté passif devant l'écrasement du prolétariat espagnol, grâce aux efforts conjugués des hommes d'Etat bourgeois comme des socialistes dirigeants ouvriers (qui se confondaient parfois en une seule et même personne, comme Léon Blum), allait tout juste quelques mois après la victoire de Franco, prendre la musette et le fusil et partir pour le front, puis les camps.

L'histoire de la défaite de la révolution espagnole n'est en effet pas à la gloire des organisations ouvrières françaises.

Le Front populaire avait amené Blum au pouvoir. Et pendant qu'Hitler et Mussolini

envoyaient l'un la « Légion Condor », fournissant à Franco une aviation, et que l'autre envoyait ses « Chemises noires » et des blindés, Léon Blum, en accord avec son compère anglais, inventait la non-intervention.

Il fallait, paraît-il, laisser les Espagnols se battre seuls et régler leurs problèmes entre eux afin que le meilleur gagne.

Alors que les polichinelles français et anglais faisaient des « déclarations » sur le « non-respect » de la « non-intervention » par Mussolini et Hitler, les troupes italiennes et franquistes occupaient Malaga : la répression fut féroce.

En mars 1937, pour attaquer le pays basque, la légion Condor expérimentait la nouvelle méthode dite du « tapis de bombes » !

Par contre, les Brigades Internationales, ceux qui étaient venus « Mourir pour Madrid » au nom de la Liberté, ceux-là, à cause de la « non-intervention », devaient quitter l'Espagne et abandonner la lutte.

Quant au gouvernement français « socialiste », recevant les réfugiés espagnols, il les accueillait dans les camps de Gurs et d'Argelès, restés inoubliés par ceux qui y furent « hébergés ».

Le Parti communiste organisait le « secours rouge » et l'on faisait des quêtes pour les « Républicains ». Et, certes, la solidarité ouvrière ne se trouvait pas en défaut, beaucoup de familles ouvrières françaises ont pris en charge des enfants espagnols. Mais on ne

remplace pas une politique révolutionnaire par la charité.

Bien sûr, le Parti communiste protestait contre la « non-intervention » de Léon Blum, mais protestait seulement. Cela seul eût dû suffire à rompre le « Front populaire ».

Sans parler de la politique des représentants de Staline en Espagne même. L'aide principale que le prolétariat français aurait pu apporter aux travailleurs espagnols eût été de poursuivre le mouvement de juin 1936 et de chasser le gouvernement Blum et Cie qui n'étaient que les fossoyeurs du mouvement ouvrier français, et constituer un pouvoir authentiquement prolétarien qui, lui, aurait mené le contraire de la politique de « non-intervention », c'est-à-dire une politique d'intervention, de soutien actif et militaire aux républicains espagnols. Et peut-être cela aurait-il pu nous éviter une guerre et une occupation, au lieu de les rapprocher.

Certes, cela n'a pas eu lieu, et on peut dire, à quoi bon parler avec des « si ». A savoir au moins ce que valent les polichinelles de la politique qui se moquent de nous et remonteront sur les planches.

Quand, à l'heure actuelle, on voit des sociaux-démocrates et des « républicains » qui ont défendu et soutenu la « non-intervention », faire des meetings de protestation contre le régime franquiste, il faut au moins qu'on sache qu'ils ont leur part dans le triomphe de Franco et qu'ils sont responsables si, « il y a 25 ans, tombait Madrid ».

Françoise MAIGNAN

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

Directeur-Gérant : M. SCHRÖEDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON - PROUCHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)

Distribué par les N.M.A.P.P.
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués